



Cofinancé par
l'Union européenne



Arrêté n° 2025-B-22311

73.03 - Investissements dans les industries agroalimentaires PSN - Région Bourgogne-Franche-Comté

Portant sur les modalités d'attribution des subventions FEADER du type d'intervention 73.03 relatif aux investissements dans les industries agroalimentaires du plan stratégique national français décliné en Région Bourgogne-Franche-Comté.

Le Président de la Région Bourgogne Franche-Comté,

- Vu le règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au Fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile, migration et intégration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas ;
- Vu le règlement (UE) 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les Etats membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), et abrogeant les règlements (UE) n°1305/2013 et (UE) n° 1307/2013 ;
- Vu le règlement (UE) 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (UE) n° 1306/2013 ;
- Vu le règlement délégué (UE) 2022/127 de la Commission du 7 décembre 2021 complétant le règlement (UE) 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les garanties et l'utilisation de l'euro ;
- Vu le règlement d'exécution (UE) 2022/128 de la Commission du 21 décembre 2021 portant modalités d'application du règlement (UE) 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les contrôles, les garanties et la transparence ;
- Vu le règlement d'exécution (UE) 2022/129 de la Commission du 21 décembre 2021 fixant les règles applicables aux types d'interventions concernant les graines oléagineuses, le coton et les sous-produits de la vinification au titre du règlement (UE) 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil et aux exigences en matière d'information, de publicité et de visibilité relatives au soutien de l'Union et aux plans stratégiques relevant de la PAC ;
- Vu le règlement (UE) 2023/2831 de la Commission européenne du 13 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;

- Vu l'arrêté du 12 octobre 2023 portant agrément de l'Agence de services et de paiement comme organisme payeur de dépenses financées par les fonds de financement des dépenses agricoles FEAGA et Feader et comme organisme de coordination en matière de financement de la politique agricole commune ;
- Vu le Plan Stratégique National pour la France adopté par la Commission européenne en date du 31 août 2022 ;
- Vu le régime cadre exempté de notification N°SA.111728 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2024-2026 ;
- Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L1511-1-1, L1511-1-2 et L4221-5 ;
- Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi 2013-1005 du 12 novembre 2013 ;
- Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, telle que citée dans l'ordonnance n° 2022-68 du 26 janvier 2022 relative à la gestion du Fonds européen agricole pour le développement rural au titre de la programmation débutant en 2023 ;
- Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques - JO du 10 juin 2001 ;
- Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Vu l'ordonnance n° 2022-68 du 26 janvier 2022 relative à la gestion du Fonds européen agricole pour le développement rural au titre de la programmation débutant en 2023 ;
- Vu le décret n° 2022-1051 du 28 juillet 2022 relatif à la gestion du Fonds européen agricole pour le développement rural au titre de la programmation débutant en 2023 ;
- Vu le décret n° 2022-1755 du 30 décembre 2022 relatif aux aides du plan stratégique national de la politique agricole commune ;
- Vu le décret n° 2022-1525 du 7 décembre 2022 relatif à la mise en œuvre de la politique agricole commune et du plan stratégique national pour la programmation qui démarre en 2023 ;
- Vu le décret n° 2023-5 du 3 janvier 2023 fixant les règles relatives aux conditions d'éligibilité temporelle et géographique ainsi que les catégories de dépenses non éligibles des aides du Fonds européen agricole pour le développement rural au titre de la programmation débutant en 2023 confiées aux régions ;
- Vu la délibération du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté du 21 octobre 2022 et le courrier du 25 novembre 2022 demandant l'autorité de gestion du FEADER pour la période 2023-2027 ;
- Vu la délibération 25AP78 de l'Assemblée plénière du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté en date du 5 septembre 2025 donnant délégation de pouvoir au Président du Conseil régional en matière de gestion des fonds européens ;
- Vu la convention de délégation de tâches de l'organisme payeur au Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté dans le cadre de la mise en œuvre des interventions du Feader HSI GC régionalisées du plan stratégique national signée le 16 décembre 2022 ;
- Vu la consultation écrite du Comité régional de suivi FEADER de Bourgogne-Franche-Comté du 17 avril au 6 mai 2025 sur la fiche du dispositif 73.03 et les critères de sélection.

ARRETE

Article 1 : Objectifs généraux de l'intervention

L'intervention soutient les activités des entreprises « off farm », et notamment :

- La mise en œuvre des processus de transformation, conditionnement, stockage et/ou de commercialisation de produits agricoles ou transformés ;

Ce soutien permettra le développement, la modernisation et la diversification des entreprises exploitant ou valorisant les productions agricoles. L'intervention contribuera ainsi au renforcement de la compétitivité coût de l'aval, y compris par l'incitation aux changements de pratiques et à l'innovation visant à l'amélioration des conditions de travail ainsi que du bien-être animal, la réduction des coûts de production, le développement local et la valorisation locale des ressources. Elle favorisera en outre le maintien et la création d'emplois ancrés dans les territoires, et le développement de la bioéconomie.

Plus précisément, l'intervention permet de répondre aux enjeux suivants :

- Créer de la valeur ajoutée pour les productions et des emplois en :
 - valorisant la production agricole,
 - renforçant le lien entre la production agricole et l'aval (transformateur, distributeur) notamment en encourageant le développement de stratégie de filière, à décliner au niveau territorial,
 - créant de nouveaux marchés rémunérateurs et de nouveaux débouchés sur les différents circuits de commercialisation (dont les circuits de proximité),
 - renforçant l'implantation de nouvelles entreprises sur le territoire.
- Améliorer l'efficacité économique, la compétitivité et la résilience des entreprises des secteurs concernés par le dispositif par :
 - l'intégration des progrès techniques, l'adaptation et le développement des outils de production,
 - l'innovation,
 - le développement de la bioéconomie,
 - la différenciation par la qualité,
 - la diversification des activités.
- Inciter aux changements de pratiques permettant :
 - l'amélioration des conditions de travail, la qualité et la sécurité tout au long des chaînes de production,
 - l'atteinte des objectifs du Green Deal (notamment atténuation et adaptation au changement climatique),
 - l'amélioration de la prise en compte du bien-être animal.

Article 2 : Objectif de l'arrêté

L'objectif de cet arrêté est de décrire les conditions d'octroi des aides en faveur des investissements dans les industries agroalimentaires (IAA) en reprenant, d'une part les dispositions relatives au dispositif 73.03 dans le plan stratégique national français et, d'autre part, celles retenues par la région Bourgogne-Franche-Comté pour l'attribution des contreparties nationales.

Article 3 : Description du type d'intervention

A. Bénéficiaires de l'aide

Peuvent bénéficier de ce soutien, toutes les entreprises au sens européen, soit toute entité exerçant une activité économique.

La mesure est également ouverte aux investisseurs publics (collectivités territoriales et leurs groupements).

Sont inéligibles les bénéficiaires suivants :

- Les agriculteurs ou groupements d'agriculteurs composés à plus de 50% d'agriculteurs dont les produits entrants sont majoritairement issus de l'exploitation ;
- Les entreprises viticoles et/ou vinicoles ;
- Les entreprises aquacoles.

L'aide ne peut pas être accordée :

- aux entreprises en difficulté au sens des lignes directrices européennes.

En outre, le porteur de projet doit répondre aux conditions suivantes :

- être à jour des contributions sociales et fiscales sauf accord d'étalement ;
- respecter les normes communautaires en vigueur dans le domaine sanitaire et environnemental à la date de dépôt de la demande ;

Notamment, le demandeur doit démontrer qu'il est en règle au titre de la réglementation des installations classées pour l'environnement et que les effluents générés par l'évolution de son activité pourront être traités, soit par la mise en place de son propre traitement, soit par le biais d'un raccordement au réseau public de collecte des eaux usées. Le cas échéant, il devra fournir au moment du dépôt de son dossier un exemplaire de l'autorisation de déversement des eaux usées non domestiques dans le réseau d'assainissement (Code de la Santé publique, art L35-8) et la convention de déversement. Ces deux documents devront être mis à jour (prise en compte du projet objet de la demande d'aide) y compris en l'absence de modification des rejets. A défaut de mise à jour des documents, le porteur de projet devra produire un courrier signé de la collectivité territorialement compétente attestant que le projet d'investissement, objet de la demande d'aide, ne remet pas en cause la convention de déversement existante.

Si l'entreprise relève des installations classées pour la protection de l'environnement, le demandeur devra déposer un dossier de déclaration ou de modification auprès de la DDETSP ou de la DREAL (selon le département), ce dossier devra prendre en compte le projet objet de la demande d'aide. La copie du dossier envoyé au service compétent et son accusé de réception (ou preuve d'envoi) devront être transmis au service instructeur avec la demande d'aide.

- n'avoir fait l'objet d'aucun procès-verbal dressé dans l'année civile qui précède la date de dépôt de la demande au titre des points de contrôle des normes minimales attachés à l'investissement (en matière d'environnement, d'hygiène alimentaire et de bien-être animal) ;
- ne pas avoir sollicité l'aide d'un autre financeur communautaire que le FEADER pour le projet ;
- ne pas avoir sollicité d'autres aides (publiques ou privées), ni mobilisé d'autres ressources que celles indiquées dans le plan de financement ;
- souscrire à des engagements sur des durées de trois et cinq ans concernant les contrôles.

B. Conditions d'éligibilité générales

L'investissement doit être réalisé sur le territoire de la région Bourgogne-Franche-Comté.

Dans le cas où un porteur de projet présente des investissements sur des sites différents, un dossier par site doit être déposé. Ces dossiers seront instruits séparément.

Un seul dossier par site pourra être déposé. Le site se définit par sa situation géographique donc la localisation de l'opération.

Dans le cas où un porteur de projet a déjà un dossier en cours sur le site concerné, il devra démontrer, dans sa demande d'aide, que les deux projets sont bien indépendants l'un de l'autre.

L'aide est conditionnée à la présentation d'un plan de développement ou d'une étude de marché ou de faisabilité. Une étude de faisabilité technique, économique et financière est obligatoire pour les projets concernant un abattoir.

Lorsqu'un permis de construire (ou une déclaration préalable de travaux) est nécessaire à la réalisation du projet, il doit être joint à la demande d'aide avant la date de complétude. En cas de déclaration préalable de travaux, le porteur de projet devra transmettre le certificat de non-opposition délivré par la commune.

Conditions relatives aux produits entrants :

Sont éligibles les entreprises dont les produits entrants sont composés, au minimum, de 50% de produits référencés à l'annexe 1 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne (TFUE) à l'exclusion des entreprises de commerce de détail et de celles dont l'activité constitue le prolongement d'une activité de production de produits agricoles primaires (transformation à la ferme). L'analyse porte sur les volumes au niveau de l'entreprise suivant les déclarations du porteur.

Dans le cas de projets alliant des produits agricoles et de l'eau dans le processus de transformation, si cette dernière est majoritaire dans les volumes de matières premières, elle ne sera pas prise en compte dans l'analyse de ce critère.

Les structures de production et de commercialisation éligibles sont celles qui disposent de plusieurs sources d'approvisionnement différentes.

Conditions relatives aux ICPE et aux autres conditions administratives et réglementaires :

Pour les entreprises soumises à la réglementation sur les ICPE, le service instructeur demandera un avis aux autorités compétentes, l'avis favorable devra être obtenu, pour le projet concerné par la demande d'aide, avant présentation du dossier en Comité Régional de Programmation (avis ICPE et Police de l'eau le cas échéant).

Ce point sera contrôlé à nouveau avant la demande de solde.

Les porteurs doivent remplir un autodiagnostic relatif à l'impact de leur activité sur l'environnement (ICPE et traitement des effluents).

L'entreprise devra démontrer que les effluents générés suite à l'évolution de l'activité de l'entreprise pourront être traités, soit par la mise en place de son propre traitement, soit par le biais d'un raccordement au réseau public de collecte des eaux usées : dans ce dernier cas, l'entreprise devra fournir, au moment du dépôt de son dossier de demande d'aide, un exemplaire à jour de l'autorisation de déversement des eaux usées non domestiques dans le réseau d'assainissement et de la convention de déversement. Ces deux documents devront être mis à jour avec prise en compte du projet objet de la demande d'aide (voir article 3.A ci-dessus).

C. Dépenses éligibles

Les dépenses éligibles sont les dépenses d'investissement directement liées à l'activité industrielle de l'entreprise : acquisition de matériels neufs et aménagements immobiliers spécifiques à une industrie agroalimentaire.

Les dépenses sont considérées comme éligibles lorsque le caractère raisonnable des coûts est avéré et lorsque ceux-ci sont justifiés :

- présentation d'un devis pour toute dépense présentée ;
- présentation de 2 devis comparables pour toute dépense comprise entre 4 000€ HT et 90 000€ HT ;
- présentation de 3 devis comparables pour toute dépense supérieure à 90 000€ HT.

Les devis fournis doivent émaner de fournisseurs différents et répondre à la réglementation en vigueur (voir notice).

Les investissements ou actions éligibles sont les suivants :

- L'achat de matériels et équipements neufs liés au process de transformation, conditionnement, stockage et/ou commercialisation et les frais associés (transport, installation, mise en service, formation...) dès lors que ceux-ci sont directement liés à l'investissement matériel et compris dans la prestation ;
- Les aménagements et équipements spécifiques à une industrie agroalimentaire (thermisation des locaux, revêtement sanitaire alimentaire... y compris SAS hygiène) ;
- L'achat et les travaux d'installations de pré-traitement et de traitement des effluents sauf lorsqu'ils sont éligibles à un programme d'une Agence de l'Eau (dans ce cas, les travaux seront financés par l'Agence de l'Eau) : vérification lors des contrôles croisés. Le montant éligible de ce poste est limité à 20 % du montant éligible des autres postes ;
- Les dépenses d'installations électriques et de plomberie lorsque le lien avec le process est démontré ;
- Les silos et leur environnement ;
- L'achat de logiciel s'il est rattaché à l'investissement (hors ERP-Enterprise Resource Planning) ;
- Frais généraux : plans et études liés spécifiquement aux investissements aidés ;
- Les ateliers de transformation et commercialisation collectifs (suivant les critères d'éligibilité des bénéficiaires) ;
- L'amélioration de matériels existants avec des matériels neufs permettant l'augmentation de la performance de l'entreprise (à démontrer par le porteur de projet) ;
- Les investissements matériels de vente sur place, relatifs aux magasins de détail, peuvent constituer une dépense éligible lorsque les trois conditions suivantes sont remplies :
 - ils sont le complément d'un investissement industriel ;
 - ils sont situés dans les locaux de l'unité de production ou en lien direct avec celle-ci (sur le même site industriel) ;
 - ils sont utilisés à hauteur d'au moins 80 % du CA du magasin de vente, pour commercialiser les produits issus de l'activité industrielle ;
- Le matériel roulant nécessaire au processus de production et voué à rester sur le site de production ;
- Les abattoirs (matériels, équipements et aménagements spécifiques).

D. Dépenses inéligibles

- Les investissements financés par voie de crédit-bail ou équivalent (location-vente, lease back...) ;
- Le matériel d'occasion ;
- L'auto-construction ;
- La remise en état / rénovation et l'entretien de matériel existant ;
- La location de matériel ;
- Le remplacement à l'identique ;
- Les locaux sociaux ;
- Les honoraires de montage des dossiers, études (pré-maîtrise d'œuvre et liées à la construction) et maîtrise d'œuvre ;
- Le commerce de détail et les équipements associés (sauf si conditions d'éligibilité remplies) ;
- Les équipements de stockage et de transformation ne sont pas éligibles lorsqu'ils constituent l'accessoire d'une activité de commerce de détail ;
- L'immobilier d'entreprise non spécifique aux IAA (fondations, gros œuvre...) ;
- Les constructions, matériels, travaux, équipements destinés à des usages non productifs (locaux administratifs, sociaux, matériel de bureau, logements, aménagements extérieurs, plateformes logistiques ...), autres que les installations de pré-traitement et traitement des effluents ;
- Le matériel roulant non lié à la production et non voué à rester sur le site de l'entreprise ;
- Les abattoirs mobiles ;
- Les dépenses inéligibles en référence à l'article 73 du Règlement 2021/2115 du 2 décembre 2021 ;
- Les coûts rendus inéligibles par le PSN :
 - Les frais d'établissement (frais d'enregistrement, d'inscription au registre du commerce...) ;
 - Les intérêts débiteurs, les agios, les frais de change et autres frais financiers liés ou non à l'opération ;
 - Les amendes, les pénalités financières, les frais de contentieux ;
 - Les honoraires d'expertise comptable, de tenue et de certification de la comptabilité générale du bénéficiaire, sont inéligibles au titre des frais généraux sauf s'ils sont directement rattachables et nécessaires à la réalisation de l'opération et facturés spécifiquement ;
 - Les dépenses de promotions ;
 - Les investissements visant à se mettre en conformité avec une norme en vigueur ;
 - L'achat de terrain, au-delà des limites prévues par la réglementation, les rachats d'actifs, les rachats d'actions ;
 - L'acquisition d'animaux d'élevage, à des fins autres que la reconstitution du potentiel agricole, à la suite de catastrophes naturelles, de phénomènes climatiques défavorables ou d'événements catastrophiques.

E. Articulation avec d'autres aides publiques

Fiche d'intervention 73.01 « Diversification » : ne sont pas éligibles à l'intervention 73.03 tous les projets portés par des agriculteurs ou des collectifs d'agriculteurs composés à plus de 50% d'agriculteurs (sauf lorsque les sources d'approvisionnement sont majoritairement externes à l'exploitation).

Les dossiers éligibles aux interventions relevant de la fiche PSN 73.01 ne sont pas éligibles à la présente fiche et réciproquement.

Le financement par voie de subvention du programme FEDER-FSE+ Bourgogne-Franche-Comté 2021-2027 n'est pas ouvert aux IAA.

Article 4 : Nature et montant de l'aide

A. Nature de l'aide

Il s'agit d'une subvention.

B. Montant et taux d'aide

Pour les entreprises dont les produits sortants font intégralement partie de l'Annexe 1 du TFUE : taux d'aide publique de base à 40 % de l'assiette des dépenses éligibles retenues par le service instructeur.

Pour les entreprises dont les produits sortants (tout ou partie) sont hors Annexe 1 du TFUE, deux possibilités :

- application du règlement de minimis (40% de l'assiette des dépenses éligibles retenues dans la limite de 300 000 € sur les 3 dernières années) ou,
- application du régime relatif aux aides en faveur des PME (régime cadre exempté de notification SA.111728).

C. Calcul du montant de la subvention

Le montant de la subvention qui peut être accordé est calculé sur la base de la dépense subventionnable et du taux d'aide publique (*) suivant l'article 4.B ci-dessus :

Somme des aides publiques = [taux d'aide publique] X [dépense subventionnable]

(*) L'aide publique pour le projet s'entend « tous financeurs publics compris » et comprend en particulier la contribution du FEADER qui représente 60 % du montant de l'aide publique cofinancée.

Planchers (en dépenses éligibles) :

Le seuil minimum d'investissements éligibles est fixé à 100 000 € HT de dépenses éligibles.

Ce seuil est ramené à 50 000 € HT pour les micro-entreprises (entreprise qui emploie moins de 10 salariés et dont le chiffre d'affaires annuel ou le total du bilan annuel n'excède pas 2 millions d'euros).

Plafonds :

Pour toutes les entreprises, le montant des dépenses éligibles est plafonné à 1,5 M € HT par dossier.

Un plafond d'aide sur l'ensemble de la programmation est fixé à 1,8 M € d'aides publiques relatives à cette intervention, par bénéficiaire en fonction du SIRET : établissement concerné (prise en compte des montants déjà attribués et des montants demandés sur les dossiers déposés).

L'assiette relative aux installations de pré-traitement et de traitement des effluents est plafonnée à 20% de l'assiette des investissements éligibles des autres postes.

Modalités de versement :

L'aide sera versée sur présentation de la preuve de l'acquittement des dépenses éligibles, à savoir :

- soit les copies des factures acquittées par les fournisseurs (facture datée, signée et cachetée par le fournisseur qui y indique la date et le moyen de l'acquittement en y portant la mention «Acquittée le : »), ou pièces comptables de valeur probante équivalente (certification des dépenses par le comptable public ou le commissaire aux comptes),
- soit les copies des factures et les copies des relevés de compte du bénéficiaire, faisant apparaître le débit correspondant et la date de débit.

Un seul acompte pourra être versé à la demande du bénéficiaire sur présentation de la demande de paiement sous Euro-PAC et transmission des pièces justificatives demandées (copies des factures acquittées, relevés bancaires prouvant l'acquittement de celles-ci...) avec un seuil de dépenses de 30% et dans la limite de 80 % de dépenses éligibles.

Aucune avance ne pourra être versée sur ce dispositif.

Article 5 : Procédure

A. Eligibilité géographique

L'opération doit être localisée en région Bourgogne-Franche-Comté.

B. Eligibilité temporelle

Les dépenses sont éligibles à partir de la date d'accusé réception du dossier minimal conforme par le service instructeur.

Pour les aides qui se situent hors du champ de l'article 42 du TFUE (lorsqu'au moins un produit sortant n'est pas référencé à l'annexe 1 du TFUE), l'application de la réglementation relative aux aides d'Etat de par les régimes d'aide prévoyant la règle d'incitativité rend inéligible toute opération dont le commencement d'exécution a lieu avant la date de réception de la demande d'aide par le service instructeur.

Concernant les opérations relevant du champ d'application de l'article 42 du TFUE (produits sortants tous référencés à l'annexe 1 du TFUE), seules les dépenses qui ont été engagées après la date de réception de la demande d'aide par le service instructeur sont éligibles.

L'attribution d'une subvention n'est pas automatique : une demande d'aide peut être rejetée. Aussi, tout engagement de dépenses après le dépôt de la demande d'aide, et avant l'éventuelle notification de l'aide, relève de la seule responsabilité du porteur de projet.

Le début de la réalisation de l'opération ou de l'activité, autrement dit le commencement d'exécution, est défini comme étant soit le début de l'activité, soit le début des travaux de construction liés à l'investissement, soit le premier engagement juridiquement contraignant de commande d'équipement ou à utiliser des services ou tout autre engagement rendant le projet ou l'activité irréversible, selon l'événement qui se produit en premier. L'achat de terrains et les préparatifs tels que l'obtention d'autorisations et la réalisation d'études de faisabilité ne sont pas considérés comme le début des travaux.

Délais de réalisation des travaux :

Les dates limites d'achèvement de l'opération et de dépôt de la dernière demande de paiement seront fixées dans la décision juridique attribuant l'aide.

La durée de réalisation de l'opération est prorogeable par voie d'avenant dans la limite des délais imposés par la fin de la programmation.

C. Circuit de gestion des dossiers

Le présent arrêté correspond à l'appel à projets ouvert à compter du 07/10/2025 et jusqu'au 25/11/2025.

La demande d'aide devra être déposée en ligne et validée avec le contenu minimal attendu avant la date de clôture de l'appel à projets.

Les dossiers pour lesquels le contenu minimal aura été validé pourront être complétés pendant la phase dite de complétude qui se terminera le 27/01/2026.

Les demandes (ou lettres d'intention) reçues entre le 1^{er} janvier 2023 et la date d'ouverture du présent appel à projets pourront également être instruites dans le cadre de cette session de sélection à la condition qu'un dossier de demande d'aide soit déposé sous Euro-PAC pendant la période d'ouverture de l'appel à projets.

La demande d'aide et toutes les pièces justificatives constituent la demande de subvention dans le cadre du PSN pour solliciter l'aide des financeurs ci-dessous :

- Europe (Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural (FEADER))
- Région (Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté (CRBFC))

Tous les documents peuvent être téléchargés sur le site : <https://www.europe-bfc.eu/> et sur la plateforme Euro-PAC (page d'accueil du dispositif IAA).

Ce qui est attendu lors de la période d'ouverture de l'appel à projets :

- **saisie et validation de la demande d'aide sur la plateforme Euro-PAC par le porteur de projet,**
- **pour être recevable, la demande d'aide doit contenir, à ce stade, a minima, les informations suivantes (voir article 6.1 de la notice pour détail) :**
 - a) le nom et la taille de l'entreprise ;
 - b) la description du projet ou de l'activité, y compris ses dates de début et de fin ;
 - c) la localisation du projet ou de l'activité ;
 - d) la liste des dépenses prévisionnelles ;
 - e) le type (subvention) et le montant du financement public sollicité.

Une fois la demande **validée** sous Euro-PAC, le porteur de projet recevra un mail automatique lui confirmant l'enregistrement de sa demande d'aide. Il ne pourra plus la modifier.

Si les informations minimales décrites ci-dessus ont bien été transmises et sont conformes, le porteur de projet recevra un accusé de réception indiquant la date de début d'éligibilité des dépenses (à la date de validation de la demande d'aide). **Cet accusé de réception ne vaut pas promesse de subvention.**

Pour les porteurs de projet ayant préalablement déposé une lettre d'intention et qui ont déjà reçu un accusé de réception fixant la date de début d'éligibilité des dépenses, c'est la date de l'AR de la lettre d'intention qui sera prise en compte, dès lors que le projet présenté initialement n'est pas modifié.

L'accès à la plateforme Euro-PAC sera redonné au porteur de projet par le service instructeur pour qu'il puisse compléter son dossier le cas échéant.

Pour tout renseignement sur la saisie du dossier en ligne, vous pouvez contacter le service instructeur à l'adresse suivante : feader.iaa@bourgognefranche.comte.fr.

Des tutoriels sont également à votre disposition pour la prise en main de la nouvelle plateforme Euro-PAC (création d'un compte Tiers, Saisie d'une demande d'aide), vous pourrez les consulter ici :

<https://www.europe-bfc.eu/ressource-documentaire/euro-pac-tutoriels/>

Ce qui est attendu lors de la période de complétude :

Pour être instruit, le dossier de demande d'aide doit au préalable être complet, c'est-à-dire que les conditions ci-dessous doivent être réunies :

- toutes les rubriques de la demande d'aide sont complétées sous Euro-PAC ;
- les engagements sont souscrits ;
- toutes les pièces justificatives nécessaires sont jointes ;
- toutes les réponses ont été apportées aux questions complémentaires posées par le service instructeur ;
- lorsqu'un permis de construire (ou une déclaration préalable de travaux) est nécessaire à la réalisation du projet d'investissement, il devra être délivré par l'administration et transmis au service instructeur avant la date de complétude. En cas de déclaration préalable de travaux, le porteur de projet devra transmettre le certificat de non-opposition délivré par la commune.

Les dates d'envoi des documents via la messagerie Euro-PAC sont les dates faisant foi.

Lorsque le dossier est complet, un accusé de réception de dossier complet est établi et le projet intègre la session de sélection faisant l'objet du présent arrêté sans préjuger de l'attribution ou non d'une aide en fonction des conclusions de l'instruction.

Les dossiers déposés et demeurés incomplets au 27/01/2026 seront rejetés.

D. Modalités de sélection des dossiers

Afin de répondre à l'exigence réglementaire de sélection, des critères de sélection ainsi qu'un seuil minimal pour l'accès aux soutiens ont été définis et validés par le comité régional de suivi (consultation écrite du 17 avril au 6 mai 2025).

Tout dossier complet et éligible se verra attribuer une note et sera classé suivant les critères de sélection et de pondération suivants :

Principes de sélection	Critères	Points
Valorisation des démarches RSE ou toute démarche liée à la performance environnementale	L'entreprise n'est intégrée dans aucune démarche environnementale	0
	Intégration de l'entreprise dans une démarche environnementale	5
	Intégration de l'entreprise dans plusieurs démarches environnementales	15
Création d'entreprise	Création d'entreprise ou création d'un nouveau site de production	10
SIQO*, bio	Entreprise non engagée dans une démarche SIQO	0
	Entreprise engagée dans une démarche SIQO avant projet sans augmentation volume produits sous SIQO après projet	5
	Entreprise prévoyant de s'engager dans une démarche SIQO après projet OU prévoyant d'augmenter les volumes produits sous SIQO grâce au projet	10
Valorisation des productions agricoles locales	Approvisionnement auprès de producteurs situés majoritairement en dehors de la région BFC	0
	Approvisionnement auprès de producteurs situés en région BFC et/ou à moins de 100 km entre 20 et 50% du volume des approvisionnements	2
	Approvisionnement auprès de producteurs situés majoritairement en région BFC et/ou à moins de 100 km	5
	Approvisionnement auprès de producteurs situés exclusivement en région BFC et/ou à moins de 100 km	10

Formes coopératives et structuration des filières	Absence de forme coopérative ou contractualisation sur moins de 50 % des approvisionnements et des ventes (en valeur)	0
	Forme coopérative ou contractualisation sur au moins la moitié des approvisionnements ou des ventes (en valeur)	10
Structuration des territoires	Commercialisation en vente directe et/ou circuits courts inférieure à 10 % du CA	0
	Commercialisation en vente directe et/ou circuits courts de 10 % à 30 % du CA	5
	Commercialisation en vente directe et/ou circuits courts supérieure à 30 % du CA	10
Amélioration des conditions de travail (Réduction de la pénibilité au travail et formations aux nouveaux outils)	Aucun impact identifié sur les 2 critères (pénibilité et formations)	0
	Impact identifié sur au moins un des 2 critères	5
	Impacts identifiés sur les 2 critères	10
Création et/ou maintien d'emplois liés au projet	Diminution ou maintien du nombre d'ETP après réalisation du projet	0
	Création d'emplois après réalisation du projet (1 à 2 ETP)	5
	Création d'emplois après réalisation du projet (3 à 7 ETP)	10
	Création d'emplois après réalisation du projet (plus de 7 ETP)	15

*SIQO : Signe d'Identification de la Qualité et de l'Origine (SIQO) : Agriculture Biologique (AB), Label Rouge (LR), Appellation d'Origine Contrôlée (AOC), Appellation d'Origine Protégée (AOP), Indication Géographique Protégée (IGP), Spécialité Traditionnelle Garantie (STG)

Un maximum de 90 points peut être obtenu.

Tout projet obtenant une note inférieure à 30 est rejeté.

Les dossiers obtenant une note supérieure ou égale à 30 seront sélectionnés pour un financement par ordre décroissant des notes attribuées et dans la mesure des possibilités financières de l'enveloppe attribuée à la session de sélection considérée.

Quand les disponibilités financières sont insuffisantes pour couvrir tous les besoins, et si les derniers dossiers sont à égalité de points, ils seront départagés selon le principe suivant :

1er temps : la priorité sera donnée aux porteurs de projet qui n'ont jamais reçu d'aide FEADER sur la programmation en cours.

2ème temps : on comparera ensuite successivement les notes au sein du bloc « Impact sur l'environnement », puis « Enjeux régionaux », puis « Emplois et amélioration des conditions de travail » jusqu'à parvenir à départager les projets concernés.

Les porteurs de projet dont les dossiers n'auront pu être retenus faute de disponibilité financière suffisante pourront déposer un nouveau dossier de demande d'aide lors du prochain appel à projets, tout en conservant la date de début d'éligibilité des dépenses qui aura été définie pour ce même projet.

Le classement des dossiers sera validé par un comité de sélection.

Après l'étape de sélection, la programmation du Feader est soumise pour avis au CRP.

Article 6 : Budget

Les crédits FEADER réservés à cet appel à projets s'élèvent à **9 000 000 €**.

Ce dispositif est cofinancé par le Conseil Régional Bourgogne Franche-Comté.

Article 7 : Engagements du bénéficiaire

Pour bénéficier d'une subvention FEADER, les porteurs de projets devront respecter des engagements. Ceux-ci sont précisés dans le formulaire de demande d'aide, dans la notice correspondante et dans la décision juridique d'attribution de la subvention, ils sont également rappelés ci-dessous.

Le bénéficiaire d'une aide FEADER devra :

- avoir pris connaissance et respecter les délais de réalisation du projet (délais qui seront précisés dans la décision juridique) ;
- détenir, conserver, fournir l'ensemble des pièces afférentes à l'opération, demandé par l'autorité compétente, pendant 5 années à compter de la date de versement du solde de la subvention ;
- informer le service instructeur de toute modification de sa situation, de la raison sociale de la structure, du projet ou des engagements ;
- se soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et des contrôles sur place prévus par la réglementation qui pourraient avoir lieu avant et après le versement des aides prévues au titre du PSN ;
- ne pas solliciter, à l'avenir, pour le projet ou les investissements aidés, d'autres crédits, en plus de ceux mentionnés dans le tableau « Plan de financement prévisionnel du projet » ;
- répondre aux obligations de publicité telles que prévues par le règlement d'exécution UE n°2022/129 du 21/12/2021 annexe III (JOUE du 31/01/2022) et décrites sur le site de l'Europe en Bourgogne-Franche-Comté (www.europe-bfc.eu) ;
- ne pas apporter de modifications importantes dans la nature, les objectifs ou les conditions de mise en œuvre du projet, pendant toute la durée prévue par l'acte juridique attributif de l'aide ;
- respecter (uniquement pour les fondations et associations) les dispositions issues du contrat d'engagement républicain conformément aux dispositions prévues par la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 ;
- tenir une comptabilité séparée ou une codification comptable adéquate permettant de tracer les dépenses aidées, d'isoler les charges et les produits liés à l'opération ;
- fournir toutes les données nécessaires au suivi et à l'évaluation du Plan Stratégique National qui seront demandées par l'autorité compétente ;
- poursuivre son activité pendant trois ans à compter de la date de paiement final de l'aide ;
- maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les investissements ayant bénéficié des aides pendant une durée de trois ans à compter de la date de paiement final de l'aide ;
- rester propriétaire des investissements acquis dans le cadre de ce projet pendant une durée de trois années à compter du paiement final de l'aide ;
- respecter les normes minimales dans le domaine de l'environnement, de l'hygiène et du bien-être des animaux attachées à l'investissement objet de l'aide durant une période de trois ans à compter de la date de paiement final de l'aide ;

- respecter le code des marchés publics pour les structures publiques et la commande publique dans le cas des organismes reconnus de droit public ;
- obtenir, avant la réalisation du projet, l'ensemble des autorisations administratives nécessaires à sa réalisation (permis de construire ou déclaration préalable de travaux notamment) ;
- fournir au service instructeur, selon sa demande, toute information complémentaire.

Article 8 : contrôles, conséquences et sanctions

Le service instructeur procède au contrôle administratif des demandes d'aide et des demandes de paiement présentées et peut mener des visites sur place. Les corps de contrôle habilités mènent des contrôles approfondis des dossiers et des contrôles sur place. En cas d'irrégularité lors des contrôles, de non-conformité de la demande ou de non-respect des engagements, la déchéance partielle ou totale du droit à l'aide et le cas échéant le remboursement total ou partiel des sommes perçues pourra être exigé, assorti de sanctions réglementaires, et d'intérêts et de pénalités financières qui s'appliqueront en fonction des régimes en vigueur.

Article 9 :

Monsieur le Directeur général des services de la Région Bourgogne-Franche-Comté est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région.

Fait à Dijon, le

Pour le Président et par délégation,

Le Directeur Général Adjoint,

Olivier RITZ